



Paris le 28 juin 2021,

Madame la Députée, Monsieur le Député de Paris  
Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur de Paris  
Madame la Maire de Paris, Madame la Maire et Monsieur le Maire d'arrondissements  
Madame la Conseillère de Paris, Monsieur le Conseiller de Paris

Les organisations syndicales de la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP) de Paris signataires souhaitent vous alerter sur la réalité et les conséquences du Nouveau Réseau de Proximité (NRP) que la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) met en place. Ce plan de réorganisation a déjà suscité de vives réactions de nombreux élus locaux et de parlementaires. Pour rappel, d'ici 2026, il vise à réorganiser l'ensemble du réseau territorial et des implantations de la DGFIP. Il doit permettre la suppression de plusieurs milliers d'emplois et s'inscrit dans la vision d'un service public dématérialisé.

Ce plan prévoit la suppression ou le démantèlement des services de proximité à destination des particuliers et des entreprises (trésoreries de proximité, services des impôts des particuliers, de services des impôts des entreprises, services de la publicité foncière) et d'autres services plus spécialisés (les services locaux de contrôle fiscal par exemple).

Dans un obscur jeu de bonneteau, une partie des services de proximité implantés dans les grandes villes, dont Paris, sont transférés vers des villes moyennes au motif de les redynamiser sans qu'un nouveau service ne soit rendu à la population locale pour autant.

Nous vous l'affirmons, ce NRP se traduira par un repli territorial inédit et brutal de la DGFIP et contrairement à ce qu'il prétend être, il éloignera significativement les usagers, particuliers comme entreprises, de leur service public de proximité. Pour vos administrés, le choix sera donc des délais d'attente plus importants ou de se débrouiller seuls avec internet.

Pour Paris, et selon nous, il s'agit d'une liquidation pure et simple d'un service public de proximité de qualité, reconnu utile et indispensable par les usagers, en particulier en cette période de pandémie.

**La DRFIP 75, qui vient de nous informer de son projet après 2 ans d'attentes, prévoit de fermer d'ici à 2027, 12 sites des finances publiques à Paris sur 25 actuellement :**

- Abbé Groult (15<sup>e</sup>) et Bénard (14<sup>e</sup>) en 2021 ;
- Boucry (centre des finances publiques du 18<sup>e</sup> Boucry) et Geoffroy Saint Hilaire (centre des finances publiques du 5<sup>e</sup> arrondissement) en 2022 ;
- Banque (centre des finances publiques des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements) et Michel le Comte (centre des finances publiques des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissements) en 2023 ;
- Saint-Pétersbourg (centre des finances publiques du 17<sup>e</sup> Saint-Pétersbourg) et Saint-Hyacinthe (1<sup>er</sup>) en 2024 ;
- Tolbiac (centre des finances publiques du 13<sup>e</sup> arrondissement) en 2025 ;
- Godefroy Cavaignac (centre des finances publiques du 11<sup>e</sup> arrondissement) en 2026 ;
- Meuniers (centre des finances publiques du 12<sup>e</sup> arrondissement) et Uzès (centre des finances publiques du 9<sup>e</sup> arrondissement) en 2027 ;

ainsi que 22 fusions de services entre 2023 et 2025.

Inévitablement, le développement de l'accueil sur rendez-vous des particuliers et des entreprises, sous couvert de meilleur service, se traduira par des calendriers surchargés et des RDV espacés dans le temps. Les usagers de Paris en ayant le plus besoin ne pourront plus être reçus et renforcera le sentiment d'abandon des pouvoirs publics.

Cet abandon du service public est renforcé par l'interdiction d'encaisser en numéraire aux guichets de la DGFIP alors que cette mission de service public est transférée-aux débiteurs de tabac.

D'ores et déjà, la mise en œuvre du Fonds de solidarité, mesure essentielle de soutien à l'économie, est rendue plus compliquée du fait de l'affaiblissement des moyens de la DGFIP, et les délais de traitement ne cessent de s'allonger malgré le recrutement dans l'urgence de quelques contractuels.

La crise actuelle nous démontre ainsi tout l'enjeu des services publics, dont celui de la DGFIP en particulier.

Les organisations syndicales de la DRFIP 75 se tiennent à votre disposition pour vous rencontrer et échanger sur ces sujets d'inquiétude-et ces dérives dont l'impact n'a été évalué ni sur la vie dans les territoires ni encore moins sur la perception du rôle de l'État.

**Nous vous appelons également à nous rejoindre lors de la journée de grève du 9 juillet 2021 où un rassemblement aura lieu à notre Direction Régionale ( 94 rue de Réaumur 75002 Paris) à partir de 9h30 puis nous partirons en manifestation jusqu'à la Place de l'Hôtel de Ville où nous espérons que la Mairie de Paris nous reçoive. Votre présence montrera aux agentes et agents des Finances Publiques, aux usagers de Paris votre attachement aux services publics de proximité.**

*Pour l'intersyndicale de la DRFIP 75*

Sandra Demarcq (Solidaires Finances Publiques) [sandra.demarcq@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:sandra.demarcq@dgfip.finances.gouv.fr) 06 84 49 12 42

Catherine Martine (CGT Finances Publiques) [catherine.martine@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:catherine.martine@dgfip.finances.gouv.fr) 06 62 22 80 74

Marie Dall'osto-Atsavun (FO DRFIP) [marie.dallostoatasavun@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:marie.dallostoatasavun@dgfip.finances.gouv.fr) 06 16 77 44 58